

Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.)

MAPA 25-05

- **Acheteur :**

Agence de services et de paiement (ASP)
2, rue du Maupas
87040 LIMOGES cedex 1

Objet de la consultation : Remplacement de l'intégralité du système de sécurité incendie, du système anti intrusion, du transmetteur téléphonique et du système de contrôle d'accès de la Direction Régionale de l'ASP Corse-PACA située à Aix-en-Provence

Sommaire

Article 1. Objet de la consultation.....	4
Article 2. Procédure de passation.....	4
Article 3. Décomposition de la consultation.....	4
Article 4. Pièces constitutives des marchés.....	4
Article 5. Durée des marchés et délais d'exécution.....	5
Article 6. Obligations sociales	5
Article 7. Protection de l'environnement.....	5
Article 8. Etablissement des prix des marchés	6
8.1 Type et forme des prix	6
8.2 Contenu des prix.....	6
8.3 Date d'établissement des prix initiaux.....	7
8.4 Révision / actualisation des prix	7
8.4.1 Modalités d'actualisation des prix des travaux	7
8.4.2 Modalités de révision des prix pour les prestations de maintenance	8
Article 9. Conditions générales d'exécution.....	8
9.1 Délais d'exécution.....	8
9.2 Lieux d'exécution des prestations.....	8
9.3 Horaires d'interventions	9
9.4 Modalités d'engagement des prestations	9
Article 10. Conditions particulières d'exécution	10
Article 11. Obligations des cocontractants.....	10
11.1 Obligations communes	10
11.2 Obligations de l'ASP	10
11.3 Obligations du titulaire	11
11.3.1 Obligations générales	11
11.3.2 Pièces et attestations.....	11
11.3.3 Modification affectant le titulaire au cours du marché	11
Article 12. Modalité d'intervention du personnel du titulaire	12
Article 13. Livraison	12
Article 14. Vérification et réception	12
14.2.1 RECEPTIONS PARTIELLES.....	13
14.2.2 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)	13
Article 15. Garantie	13
Article 16. Maintenance.....	14
Article 17. Pénalités et réfections	15
17.1 Pénalités en cas de retard	15
17.2 Pénalités relatives à la clause de protection de l'environnement.....	15

17.3	Autres pénalités	15
17.3.1	Dans le cadre de la réalisation des travaux :	15
17.3.2	Dans le cadre des prestations de maintenance :	16
17.4	Application des pénalités	17
17.5	Réfections.....	17
Article 18. Responsabilité et assurances		17
18.1	Responsabilité	17
18.2	Assurance.....	18
Article 19. Exécution financière des marchés		18
19.1	Avance.....	18
19.2	Echéancier des paiements/acomptes	19
19.2.1	Partie travaux :	19
19.2.2	Partie maintenance :	20
19.3	Contenu des demandes de paiement	20
19.4	Adresse de facturation.....	20
19.5	Dématérialisation des factures	21
19.6	Régime des paiements	21
19.6.1	Mode et délai de paiement	21
19.6.2	Intérêts moratoires	21
Article 20. Retenue de garantie		22
Article 21. Cession ou nantissement de créance		22
Article 22. Protection des données à caractère personnel		22
Article 23. Sous-traitance		22
Article 24. Résiliation du marché		22
Article 25. Règlement des différends et litiges.....		23
Article 26. Prestations similaires pour les travaux ou les services ...		23
Article 27. Modifications de marché		23
27.1	Clause de réexamen.....	23
27.2	Prestations supplémentaires de marché.....	24
27.3	Autres modifications (non substantielles) de marché.....	24
27.4	Autres modifications de marché : Circonstances imprévues	24
Article 28. Clauses de sécurité.....		25
28.1	Clause de confidentialité.....	25
28.2	Engagement de confidentialité	25
28.3	Sécurité physique	25
Article 29. Dérogations au CCAG.....		26

Article 1. Objet de la consultation

La présente consultation a pour objet les opérations de remplacement de l'intégralité du système de sécurité incendie, du système anti intrusion, du transmetteur téléphonique et du système de contrôle d'accès de la Direction Régionale de l'ASP Corse-PACA située à Aix-en-Provence

Les prestations attendues et les spécifications techniques sont décrites dans le CCTP du MAPA 25-05.

Article 2. Procédure de passation

La présente procédure est passée en application de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et partie réglementaire du code de la commande publique.

La procédure de passation est celle de la procédure adaptée telle que décrite aux articles R2123-1 au R2123-6 du code susvisé.

Article 3. Décomposition de la consultation

Les prestations formant un ensemble unique et cohérent, la présente consultation est composée d'un seul lot, conformément à l'article R2113-3 du code de la commande publique.

Le marché consiste en un accord-cadre mono-attributaire composite qui s'exécute pour partie à travers des prestations forfaitaires (poste 1 et 2) et pour partie par l'émission de bons de commande (poste 3), en application des dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R 2162-14 du code de la commande publique.

Les prestations s'exécutent selon les montants inscrits à l'acte d'engagement.

Il comporte les prestations suivantes :

Part forfaitaire :	Poste 1 : Remplacement des systèmes existants <ul style="list-style-type: none">✓ Remplacement du système de sécurité incendie✓ Travaux divers induits par les prestations ci-dessus✓ Remplacement du système anti intrusion et transmetteur téléphonique✓ Travaux divers induits par les prestations ci-dessus✓ Remplacement du contrôle d'accès✓ Travaux divers induits par les prestations ci-dessus Poste 2 : Maintenance préventives <ul style="list-style-type: none">✓ Maintenance préventive de l'intégralité du système de sécurité incendie✓ Maintenance préventive de l'intégralité du système anti intrusion et transmetteur téléphonique✓ Maintenance préventive de l'intégralité du système de contrôle d'accès
Part à bons de commande :	Poste 3 : Maintenance curatives <ul style="list-style-type: none">✓ Maintenance curative de l'intégralité du système de sécurité incendie✓ Maintenance curative de l'intégralité du système anti intrusion et transmetteur téléphonique✓ Maintenance curative de l'intégralité du système de contrôle d'accès

Article 4. Pièces constitutives des marchés

Les documents contractuels régissant les marchés sont par ordre de priorité décroissante :

1. L'acte d'engagement dûment rempli et signé et son annexe complétée :
 - Annexe financière : Fichier Excel comprenant les onglets des DPGF pour les Travaux et les onglets des maintenances SSI et CA/CI/TT

2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
3. Les cahiers des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes:
 - Annexe 1 : Cahier des charges fonctionnel et scénario du SSI
 - Annexe 2 : Plans d'implantation SSI, Intrusion, Contrôle d'accès
 - Annexe 3 : Planning des travaux
 - Annexe 4 : conditions particulières des prestations de maintenance préventive et curative du système de détection incendie
 - Annexe 5 : conditions particulières des prestations de maintenance préventive et curative du de l'intégralité du système contrôle d'accès, système anti intrusion et transmetteur téléphonique,
4. Pour la phase travaux : le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de travaux (du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021) et
5. Pour la phase maintenance : le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés publics de fournitures courantes et services (du 30 mars 2021, publié au JORF du 1er avril 2021) - non fournis
6. L'offre du titulaire

Ces pièces ont un caractère contractuel et, en cas de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre leurs clauses, chaque pièce l'emporte sur la suivante dans l'ordre de l'énumération ci-dessus.

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Article 5. Durée des marchés et délais d'exécution

La durée et les délais d'exécution sont précisés dans l'acte d'engagement.

Article 6. Obligations sociales

Les obligations s'imposant au Titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main d'œuvre est employée. Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main d'œuvre est employée. Le Titulaire doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution de l'accord-cadre sur simple demande du Pouvoir Adjudicateur.

Les éventuels sous-traitants du Titulaire sont soumis aux règles précitées.

Article 7. Protection de l'environnement

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de préservation des ressources (notamment via une consommation énergétique raisonnée) et d'émission de gaz à effet de serre.

Le titulaire veille également à réaliser les travaux dans le respect des règles de sécurité et de santé des personnes et en s'attachant à préserver la tranquillité du voisinage.

Par ailleurs, soucieuse de s'inscrire dans une démarche de développement durable, l'ASP impose au titulaire d'exécuter le marché en fonction des moyens mis en place et de méthodologies de travail plus respectueuses de l'environnement, inscrites dans une dimension d'éco responsabilité.

Ainsi, les livrables mis à disposition seront sous format dématérialisés. Dans le cas exceptionnel où la distribution de supports ou d'éléments indispensable à la réalisation des prestations objet du marché serait effectuée sous format papier, l'usage de papier recyclé ou, à défaut, de papier issu de forêts gérées durablement, est obligatoire.

Les fournitures et les produits utilisés, ainsi que les matériels, afférents au présent marché, se doivent d'être obligatoirement conformes aux normes en vigueur dans la profession, permettent une exécution optimale des prestations mais doivent également concourir à la promotion d'une économie circulaire.

Le cas échéant, ils devront intégrer les concepts de réemploi, de réutilisation ou de recyclage dans leurs conceptions et leurs mises à disposition.

En cas de non-respect des engagements pris, le titulaire s'expose aux pénalités décrites au présent CCAP.

Article 8. Etablissement des prix des marchés

8.1 Type et forme des prix

Le marché est pour partie à prix global et forfaitaire (Postes 1 et 2) et, pour l'autre partie, à prix unitaires et à bons de commande (poste 3).

Les prestations relevant de la partie forfaitaire concernent les travaux ainsi que la maintenance préventive des installations.

Les prestations relevant de la partie à bons de commande concernent la maintenance curative des installations.

Les prestations de maintenance corrective feront l'objet d'un devis établi par le titulaire conformément au CCTP et sur la base des informations indiquées dans l'annexe financière. Après acceptation du devis, l'établissement émettra un bon de commande pour ces prestations.

8.2 Contenu des prix

Les prix de l'ensemble des prestations sont établis hors taxe et en euros.

Les prix figurant dans l'annexe financière (6 onglets) jointe à l'acte d'engagement sont réputés complets et comprennent les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais, notamment de transport, du conditionnement, d'emballage, de la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu d'exécution ou de livraison à l'adresse indiquée par l'administration, de déplacement, d'hébergement ou de restauration du personnel du titulaire, d'éléments nécessaires à l'exécution des prestations telles qu'elles sont décrites dans les présents marchés.

Les prix des prestations définies ci-avant comprennent tous les frais afférents notamment aux opérations suivantes :

- à l'assurance,
- aux garanties définies à l'article 15 ci-après,
- aux opérations de vérification,
- aux opérations de transport,
- aux frais de déplacement des personnels,
- à tous les travaux ou accessoires nécessaires au parfait achèvement des ouvrages selon les normes et règles en vigueur.
- aux frais de réalisation et de fourniture des documents des ouvrages exécutés,
- aux frais de mise en déchetterie
- aux frais nécessaires aux démarches avec les concessionnaires

A l'exception des seules sujétions mentionnées dans les marchés comme n'étant pas couvertes par les prix (exemple : surcoûts liés aux éventuels travaux réalisés le week-end), ceux-ci sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux et prestations qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux et prestations, que ces sujétions résultent notamment :

- de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- de phénomènes naturels ;

- de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Les marchés étant fixés à prix global et forfaitaire pour la partie travaux et maintenance préventive, les soumissionnaires doivent avoir pris connaissance, avant d'établir leur soumission, des lieux sur lesquels sont réalisés les travaux définis au marché et des matériaux prévus dans les différents corps d'état.

Il est formellement stipulé que l'offre de prix forfaitaire comprend tous les ouvrages utiles à l'exécution convenable et complète des travaux de façon à ce que leur achèvement dans les conditions déterminées par les plans et devis descriptifs ne donne lieu à aucun supplément.

Les attributaires sont réputés avoir pris parfaite connaissance des lieux et de toutes les conditions pouvant, en quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que sur la qualité et les prix des ouvrages à réaliser. Aucun titulaire ne pourra donc arguer d'ignorance quelconque à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix, ou à des prolongations de délais.

Ainsi, une omission sur un plan, dans les DPGF et AF ne saurait le soustraire à exécuter les ouvrages tels qu'ils sont, soit dessinés, soit décrits. Sauf stipulation contraire, le fait de devoir la pose entraîne la fourniture et le raccordement si nécessaire du matériel demandé.

En conséquence, le titulaire **ne peut se prévaloir d'aucune erreur ou omission** susceptible d'être relevée dans les pièces du marché, **pour refuser l'exécution** des travaux nécessaires au complet achèvement de ses prestations, et pour prétendre ultérieurement à des suppléments au montant de sa soumission ou pour justifier un mauvais fonctionnement.

8.3 Date d'établissement des prix initiaux

Les prix initiaux sont établis en euros aux conditions économiques du mois de remise des offres, ce mois est appelé M_0 .

8.4 Révision / actualisation des prix

Le marché est conclu à prix révisibles pour les prestations de maintenance, et actualisables pour la partie travaux.

8.4.1 Modalités d'actualisation des prix des travaux

Pour les travaux, s'il s'écoule plus de 3 mois entre la date de remise des offres et le début d'exécution des prestations, l'actualisation se fera aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date de début d'exécution des prestations. L'actualisation est à l'initiative de l'ASP.

La formule est la suivante :

$$Pa = P \times \left(\frac{BT47_{m-3}}{BT47_0} \right)$$

P : Prix initial à la remise des offres

Pa : Prix actualisé

$BT47_0$: Valeur publiée ferme de l'indice de référence au moment de l'établissement du prix (à la date de remise des offres)

$BT47_{m-3}$: Valeur publiée ferme de l'indice de référence 3 mois avant la date limite de début d'exécution des prestations (soit 10 jours après l'émission du premier bon de commande)

L'indice BT47 utilisé est : 00170979 - Index du bâtiment, électricité

Dans le cas où les dispositions légales ou réglementaires ne permettraient pas l'application de la présente clause (disparition ou modification de l'indice de référence), les nouvelles dispositions en vigueur s'y substitueraient, sans qu'il soit nécessaire d'établir un avenant.

Les nouveaux prix, dûment actualisés, s'appliquent à l'ensemble des DPGF travaux.

8.4.2 Modalités de révision des prix pour les prestations de maintenance

Les prix sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres ce mois est appelé " mois zéro " (M_0).

Les prix indiqués à l'annexe financière (maintenance annuelle, frais de déplacement et de main d'œuvre) sont révisés annuellement à la date anniversaire de prise d'effet des prestations de maintenance (os de démarrage).

Ils peuvent donner lieu à une hausse ou à une baisse des prix par référence aux variations de l'indice présent dans la formule suivante :

$$P_1 = P_0 \times \frac{ICHTrev-TS - IME_1}{ICHTrev-TS - IME_0}$$

Dans laquelle :

P_1 = prix révisé,

P_0 = prix initial, tel qu'il figure à l'annexe financière au contrat, et établi aux conditions économiques du mois zéro (M_0).

ICHTrev-TS-IME : Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008. Identifiant 001565183. Indice publié sur le site www.insee.fr/fr/statistiques

$ICHTrev-TS-IME_0$: valeur de l'indice ICHTrev-TS-IME du mois M_0

$ICHTrev-TS-IME_1$ = dernière valeur publiée ferme sur le site de l'INSEE de l'indice ICHTrev-TS-IME, à la date de révision

Article 9. Conditions générales d'exécution

Le titulaire doit exécuter les prestations du marché dans le respect des dispositions contractuelles et sur la base des coûts indiqués dans l'annexe financière de l'acte d'engagement.

9.1 Délais d'exécution

Le démarrage des travaux est prescrit au titulaire par ordre de service. La date mentionnée dans l'ordre de service est le point de départ du délai d'exécution des travaux de 4 mois incluant une période de préparation d'un mois, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG Travaux à compter de la transmission de l'ordre de service par la MOE,

La livraison prévisionnelle des travaux est envisagée pour le 31/10/2025.

Le délai d'exécution des travaux est clos par l'acceptation de la livraison des travaux par l'ASP. (livrable : PV de réception avec levée des réserves)

Le début de l'exécution des contrats de maintenance sera précisé par ordre de service au titulaire.

9.2 Lieux d'exécution des prestations

Les prestations sont à effectuer :

- A la direction régionale CORSE PACA de de l'Agence de services et de paiement, située Immeuble le Mirabeau, 7B Route de Galice 13098 AIX EN PROVENCE

9.3 Horaires d'interventions

Les prestations sont à réaliser du lundi au vendredi aux horaires précisés dans le CCTP travaux et dans annexes décrivant les attendus des prestations de maintenance.

9.4 Modalités d'engagement des prestations

Pour la partie forfaitaire, la notification du marché vaut engagement des prestations. Le maître d'œuvre établira les ordres de services de démarrage des travaux puis ceux pour les contrats de maintenance.

Dans le cadre de maintenance curative éventuelle, les prestations du poste 3 s'exécutent par l'émission de bons de commandes.

L'ASP peut être amenée à demander au titulaire du marché, des travaux ou interventions ponctuelles complémentaires qui ne figurent pas dans la liste des prestations générales effectuées dans le cadre du forfait pour les équipements. Ces travaux ou interventions complémentaires feront l'objet d'un bon de commande après transmission d'un devis par le titulaire et acceptation par l'ASP établi sur la base des prix unitaires indiqués dans l'annexe à l'acte d'engagement concernant les coûts horaire de main d'œuvre, les frais de déplacement, les coefficients d'approvisionnement ainsi que les devis ou factures justifiant des coûts d'achat des matériels.

Pour tout achat de fournitures, matériels et pièces détachées dans le cadre de ces prestations de maintenance, le prix sera déterminé par application des coefficients d'approvisionnement indiqués dans les annexes financières jointes à l'acte d'engagement sur présentation obligatoire du devis du fournisseur.

Les coûts issus de l'application du coefficient d'entreprise s'entendent livrés sur site. Le devis du fournisseur de chaque titulaire devra être joint à la facture.

L'émission des bons de commande pourra intervenir jusqu'au dernier jour de validité du marché.

La date de démarrage des prestations complémentaires hors forfait annuel est précisée sur chaque bon de commande ainsi que le délai d'exécution, dans la limite des délais de réalisation précisés dans le CCTP

La personne habilitée à signer les bons de commande est le président directeur général de l'ASP ou son représentant.

Les bons de commande seront adressés au titulaire par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception (LRAR ou courriel avec accusé de réception). La date de réception vaut date de notification.

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-Travaux le titulaire disposera de 2 jours ouvrés au maximum à compter de la date de notification de chaque bon de commande (soit la date de l'avis de réception postal ou la date de l'accusé de réception du courriel ou de la télécopie), pour présenter ses réserves par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de leur réception. Passé ce délai, le titulaire sera engagé à exécuter la commande aux conditions définies par le bon de commande.

Les réserves du titulaire, si elles sont reconnues fondées par le service, feront l'objet d'un rectificatif au bon de commande, transmis selon le même formalisme.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché et peuvent s'exécuter au-delà dans la limite de 15 jours. Toute modification faite par le titulaire sur le bon de commande sera réputée non écrite.

Chaque bon de commande comporte les éléments suivants :

- la référence au marché
- la désignation de la prestation commandée,
- le délai d'exécution,
- le cas échéant, la date de début des prestations,
- le cas échéant, la date de fin des prestations, dans le respect des délais d'exécution,

- toute précision utile quant à l'exécution des prestations,
- le tarif unitaire
- les montants totaux HT et TTC
- le taux et le montant de la TVA
- les informations ASP Chorus (n° SIRET ; TVA CEE ; Code service, n° marché, n° EJ)

Toute modification faite par le titulaire sur le bon de commande sera réputée non écrite.

La somme des prestations forfaitaires des postes 1 et 2 sur la durée totale du marché ou sur la période considérée et la somme des prestations à bons de commande que l'ASP est susceptible d'émettre dans le cadre des prestations du poste 3 ne sauraient dépasser le montant maximum du marché.

Article 10. Conditions particulières d'exécution

Pour assurer le bon déroulement de l'exécution du marché, le nom et les coordonnées du/des personne(s) responsable(s) du suivi du marché à l'ASP seront communiqués au titulaire au lancement du marché

Les autres intervenants sur le chantier seront :

- le maître d'ouvrage : l'ASP
- le maître d'œuvre : 3I Conseils
- le BCT : COREEX
- le COSSI : 2L Sécurité

Le titulaire désignera dans son offre le responsable du suivi du marché ainsi que son suppléant habilités à le représenter.

A – PREPARATION DES TRAVAUX

Le titulaire disposera d'une période de préparation de chantier qui est incluse dans le délai d'exécution des travaux et qui est d'un mois, par dérogation à l'article 28.1 du CCAG travaux. Elle fait l'objet d'un ordre de service qui en prescrit le début et la fin.

LES TRAVAUX NE PEUVENT EN AUCUN CAS COMMENCER AVANT QUE LES OBLIGATIONS LEGALES EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE DES TRAVAILLEURS NE SOIENT INTEGRALEMENT RESPECTEES.

Pendant cette période de préparation, chaque entreprise signataire du marché doit notamment :

- Un Plan de Prévention (P.D.P.), et celui (ceux) des sous-traitants déjà connus, à transmettre, en TROIS (3) exemplaires dont l'original, au maître d'ouvrage dans un délai de UN (1) mois suivant la (les) date(s) de notification du marché et en tout état de cause AVANT le début des travaux.

Tout retard dans la transmission de ces documents fait l'objet des pénalités prévues au présent C.C.A.P

Article 11. Obligations des cocontractants

11.1 Obligations communes

Les parties s'engagent à se communiquer toutes les informations et documents en leur possession ou en faciliter la consultation par l'autre partie dans la mesure où cela est nécessaire à l'exécution des prestations, objets des présents marchés.

La langue de travail est le français. Tous les documents afférant au marché sont rédigés en langue française.

11.2 Obligations de l'ASP

L'ASP :

- s'assure de la participation effective de son personnel aux activités et réunions qui le concernent,
- assure toutes facilités au titulaire pour l'exécution de ses prestations.

11.3 Obligations du titulaire

11.3.1 Obligations générales

Le titulaire est tenu à :

- une obligation de résultats relativement aux délais et performances à respecter ;
- une obligation de conseil et de mise en garde.

Le titulaire s'engage à effectuer les prestations conformément aux spécifications et aux modalités décrites dans les documents contractuels, et notamment :

- à accepter de tenir l'ASP informée périodiquement sur le déroulement des prestations et à l'informer sans délai de toute difficulté rencontrée dans la réalisation des prestations concernées ;
- à vérifier la teneur de tous les documents, informations, éléments qui lui sont communiqués pour l'accomplissement des prestations et à indiquer à l'administration, dans les huit (8) jours de la communication, les erreurs décelées qui ont une incidence sur le déroulement des prestations ;
- à maintenir les compétences de ses personnels intervenant au titre du marché/des marchés.

Le titulaire doit garantir la qualité de ses livrables.

Le titulaire s'engage à garder confidentielles toutes les informations dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre de l'exécution de ces marchés.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution de cet accord-cadre. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Sécurité et santé

Chaque entrepreneur est tenu d'une obligation de résultat en matière de santé et de sécurité.

Il doit assurer la sécurité sur le chantier et ainsi prendre toutes mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents, tant à l'égard du personnel que des tiers.

Le titulaire établira, en conformité avec la réglementation, et communiquera directement au chargé/assistant de prévention Le Plan de Prévention (P.D.P.)

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le chargé/assistant de prévention et les intervenants.

Conformément aux dispositions de l'article 50.3 du CCAG/Travaux, la non application par le titulaire des mesures de sécurité prévues, entraînera la résiliation du marché à ses torts.

11.3.2 Pièces et attestations

Le titulaire (et ses éventuels co-traitants) est (ou sont) tenu(s), pour lui-même et pour ses éventuels sous-traitants, conformément à l'article R2143-8 du code de la commande publique, de mettre l'acheteur en position de pouvoir vérifier la régularité de sa situation fiscale et sociale tous les 6 mois, au regard des exigences de la commande publique.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'ASP dès sollicitation, à l'adresse suivante : <http://www.e-Attestations.com>.

11.3.3 Modification affectant le titulaire au cours du marché

Le titulaire est tenu de communiquer immédiatement les modifications, survenant au cours de l'exécution du marché, qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir de l'engager,
- A la forme juridique sous laquelle il exerce son activité,
- A sa raison sociale ou à sa dénomination,
- A son adresse ou à son siège social,

- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement,
- à un changement de situation au regard des interdictions de soumissionner mentionnées aux articles L2141-1 (et suivants), L2341-1, L2341-3, L2341-4 et L2341-5 du code de la commande publique,
- et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

Article 12. Modalité d'intervention du personnel du titulaire

Pendant toute la durée d'exécution des travaux, l'équipe proposée par le titulaire demeure sous la responsabilité et l'autorité de son employeur titulaire du marché. L'ASP adresse ses remarques, observations, réclamations à la MOE qui les transmet au responsable du suivi du marché chez le titulaire qui prend les mesures correctives nécessaires.

Pendant la durée d'exécution de la prestation de maintenance, le prestataire fait l'objet d'un suivi technique périodique par le titulaire. Un point contractuel régulier est réalisé pendant toute la durée de la prestation en lien avec la Direction financière juridique et logistique de l'ASP.

Article 13. Livraison

Sans objet.

Article 14. Vérification et réception

Avant la présentation des prestations aux opérations de vérification, le titulaire aura effectué, ou fait effectuer, tous les contrôles démontrant la conformité des prestations aux exigences du CCTP.

14.1 Vérification

Avant la présentation des prestations aux opérations de vérification, le titulaire aura effectué, ou fait effectuer, tous les contrôles démontrant la conformité des prestations aux exigences du CCTP.

Les essais et contrôles d'ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont exécutés en cours ou à la fin des travaux à la demande spécifique du maître d'œuvre.

Les dispositions du CCAG relatives aux essais et vérifications à effectuer sur les matériaux et produits mis en œuvre, sont applicables à ces essais et contrôles.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de procéder à ses frais à tout essai complémentaire qu'il juge utile. Toutefois, si ces essais mettent en évidence une malfaçon ou un défaut dans l'exécution du contrat, ils sont mis à la charge du titulaire.

La simple constatation de l'emploi de produits non conformes aux normes AFNOR et UNP ou d'une marque non agréée entraîne le refus des ouvrages et leur réfection pure et simple aux frais du titulaire avec les produits agréés par l'autorité compétente.

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus dans les CCTP des marchés sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et le maître d'œuvre ou son représentant.

14.2 Réception des travaux

La réception concerne l'ensemble des travaux de l'opération y compris la campagne d'essais de structure et d'équipements, la terminaison de tous les essais faisant partie des opérations préalables à la réception ainsi que la période de vérification de service régulier.

Il appartient à l'entrepreneur général ou au mandataire d'aviser le maître d'ouvrage de la date à laquelle il considère avoir achevé l'ensemble des travaux de l'opération.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG travaux, la réception des travaux est réputée acquise à l'expiration d'un délai de 70 jours à compter de la réception de la lettre par laquelle le

titulaire informe le pouvoir adjudicateur du fait que le maître d'œuvre n'a pas arrêté la date des opérations de réception dans le délai de 20 jours de l'article 41.1 du CCAG travaux.

Documents à fournir par le titulaire lorsqu'il demande la réception :

Le titulaire doit fournir, au moment où il demande la réception de son ouvrage, l'ensemble des fiches d'autocontrôle et résultats d'essais montrant que l'ouvrage a satisfait aux différentes épreuves prévues au CCTP.

Levées de réserves :

Le délai fixé au titulaire pour remédier aux imperfections ou malfaçons faisant l'objet de réserves lors de la réception est fixé par le maître d'ouvrage lorsqu'il accepte de prononcer la réception.

14.2.1 RECEPTIONS PARTIELLES

Par dérogation à l'article 42.2. du CCAG, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, en fonction des circonstances, de procéder à des réceptions partielles, bien qu'en principe, une réception unique soit prévue. La réception de chaque système (réception partielle du marché) sera acté par un procès-verbal de réception du système et donnera le point de départ de l'exécution de la maintenance de celui-ci.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter intégralement les prestations du marché, l'ASP y pourvoira par tous les moyens qu'elle juge utile, aux frais du titulaire.

Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'ASP et retenues sur les factures restant dues du titulaire.

14.2.2 DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)

En fin de travaux, le titulaire élaborera et remettra un dossier complet des ouvrages qu'il aura exécutés (DOE) dont sa composition est décrite dans le CCTP (4.8.2)

Ce dossiers d'ouvrages exécutés (DOE) définitifs (préalablement validés par la MOA, MOE, CT, COSSI) sera remis en 2 exemplaires papier + 2 exemplaires reproductibles (clé USB , avec format modifiable type Word, AUTOCAD, pour les DOE) au maître d'œuvre aux fins de constitution du DIUO (dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage), dans un délai de 3 semaines à compter de la réception définitive des travaux.

Le D.I.U.O rassemble les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors des interventions ultérieures et, notamment lors de l'entretien de l'ouvrage.

Article 15. Garantie

Pour l'ensemble des prestations, la garantie technique est une garantie de bonne exécution et de bon fonctionnement ou les deux, qui s'exercera dans les conditions de l'article 44 du CCAG TRAVAUX.

Tous les travaux compris dans le marché seront soumis aux garanties "bâtiments" telles qu'elles sont définies par les articles 1792 alinéa 1 à 6 du Code Civil, loi du 4 janvier 1978.

Garantie parfait achèvement (un an à compter de la réception (art. 1792-6)

La garantie de parfait achèvement impose au titulaire de réparer tous les désordres (vices cachés et défaut de conformité) signalés au cours de l'année qui suit la réception des travaux, quelles que soient leur importance et leur nature.

Le délai de garantie court à compter de la date de réception ou de la date de levée des réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception.

Garantie biennale de fonctionnement (DEUX ANS à compter de la réception (art. 1762-3)

Le titulaire garantit le bon fonctionnement des installations et équipements mis en place pendant cette période à partir de la date d'effet de la réception.

Pendant la période de garantie, le titulaire sera réputé responsable de toutes les anomalies ou pannes constatées, sauf s'il apporte la preuve que ces anomalies ou pannes ont une cause étrangère aux prestations.

Dans le cadre de la présente garantie contractuelle, le titulaire prendra à sa charge tous les frais inhérents aux modifications, réparations ou remplacements qui se révéleraient nécessaires de manière à maintenir les installations en parfait état de marche ou à atteindre le niveau de performance prévu par le présent marché.

Si le titulaire n'intervient pas dans le délai de 8 jours ou ne réalise pas les prestations nécessaires, le maître de l'ouvrage pourra, sous 15 jours après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état du système par un tiers aux frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

Garantie décennale

Le titulaire garantit le maître de l'ouvrage contre tout défaut de structure des ouvrages de bâtiment pendant un délai de 10 ans à partir de la date de réception des travaux.

En ce sens il garantit la solidité de l'ouvrage, l'impropriété à sa destination, la solidité des éléments d'équipements indissociables, les effondrements résultants d'un vice de construction.

Cette garantie engage le titulaire, pendant le délai fixé, à effectuer à ses frais, sur simple demande du maître d'ouvrage toutes les réparations ou réfections nécessaires pour remédier aux défauts qui seraient constatés, que ceux-ci proviennent d'une défectuosité des produits ou matériaux employés ou des conditions d'exécution.

Les assurances des entrepreneurs et des intervenants concernés seront conformes à ces clauses de garantie. Pour répondre à ces garanties avec les assurances correspondantes, les ouvrages devront :

- soit être réalisés par des procédés traditionnels et agréés comme tels
- soit relever d'un agrément particulier du groupement des compagnies d'assurances
- soit relever d'avis technique CSTB.

S'ils ne répondent pas à ces conditions, les ouvrages concernés feront l'objet d'une assurance spécifique "fabricant entrepreneur" présentant pour le Maître d'ouvrage les mêmes garanties et conditions que le régime normal biennal/décennal.

Article 16. Maintenance

Les prestations de maintenance explicitées dans les annexes 6 et 7 du CCTP, entrent en vigueur à compter de la date indiquée dans l'ordre de service et s'achèveront le 31 décembre 2028.

A la date d'effet du marché, un projet de planification annuel des interventions réalisées devra être soumis à l'établissement. Il sera détaillé à la semaine et précisera pour chaque équipement (ou groupe d'équipement) la nature des interventions prévues.

Ce projet de planification deviendra la feuille de route des opérations de contrôle et d'entretien préventif après validation par le responsable du site.

Chaque intervention sera effectuée dans les conditions et délais maximum indiqués au CCTP.

Pour les maintenances correctives, le titulaire s'engage à mettre en place un service d'astreinte (hotline) lui permettant d'assurer 24h/24 et 7j/7 la prise en compte des appels téléphoniques.

Une réponse sera fournie à tout appel. Les systèmes automatiques à messages enregistrés ne sont pas admis.

Article 17. Pénalités et réfections

Les pénalités seront réglées par précompte sur les sommes dues au titre d'avances, d'acomptes, paiements partiels définitifs, et solde ; la fixation de leur montant déroge à l'article 19 du CCAG Travaux.

Les pénalités sont appliquées sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure préalable. Les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, toutes les pénalités, quelles qu'elles soient, sont cumulables entre elles. Le montant total des pénalités ne peut pas représenter plus de 20% du montant total dû au titulaire.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, les pénalités sont décrites comme suit :

17.1 Pénalités en cas de retard

Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, en cas de retard du fait du titulaire pour le démarrage des travaux (article 9.1 du CCAP) celui-ci encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100€ par jour ouvré de retard.

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, les pénalités de retard sont applicables dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, en cas de retard du fait du titulaire pour la date de fin de chantier, (article 9.1 du CCAP) celui-ci encourt sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100€ par jour ouvré de retard. La date de fin de chantier considérée sera celle indiquée dans l'OS de démarrage du chantier.

Les pénalités pour retard commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Le montant total des pénalités de retard ne peut excéder 15 % du montant total hors taxes du marché.

17.2 Pénalités relatives à la clause de protection de l'environnement

En cas de non-respect des obligations relatives aux obligations portées par le présent CCAP et aux engagements du titulaire figurant dans le mémoire technique, il sera appliqué, pour chaque manquement observé, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité égale à 75 €.

17.3 Autres pénalités

17.3.1 Dans le cadre de la réalisation des travaux :

Pénalités relatives au suivi de chantier

Pénalité en cas de non démarrage des travaux

En cas de non démarrage des travaux dans un délai de cinq jours ouvrés à compter de la date d'effet de début des travaux figurant sur l'ordre de service, il sera appliqué une pénalité nette de 100€ par jour ouvré de retard. Un maximum sera fixé à 10% du montant du marché

Pénalité pour non-respect des prescriptions indiquées dans le mémoire technique

Le non-respect d'une des prescriptions proposées par l'entreprise dans le cadre de son offre sera sanctionnée par une pénalité de 100€ par jour ouvré de non-respect de la prescription, à compter du jour de la constatation formalisée par OS.

Pénalité pour retard dans la remise des documents mentionnés au CCTP à fournir par l'entrepreneur.

Une pénalité de 100€ par jour ouvré sera appliquée par jour de retard dans la remise **des documents mentionnés au CCTP** à fournir par l'entrepreneur.

Pénalité pour défaut de nettoyage quotidien

Une pénalité de 100€ par jour ouvré sera appliquée par jour de défaut de nettoyage quotidien constaté.

Pénalités relatives au personnel intervenant sur le chantier

Pénalité pour absence à une réunion

En cas d'absence constaté à des réunions, une pénalité de 100 € par absence sera appliquée.

Pénalités relatives à la fin de chantier

Pénalité pour non remise en état des lieux

En cas de non remise en état des lieux, dûment constatée à la levée des réserves suites aux constatations des opérations préalables à la réception, une pénalité forfaitaire fixée à : 200 € est appliquée à l'encontre de l'entreprise ou du mandataire commun en cas de groupement conjoint d'entreprise. Le pouvoir adjudicateur peut substituer à cette pénalité, à l'expiration d'un délai de quinze jours à compter de la date de notification de la mise en demeure (date de l'accusé de réception par l'entrepreneur général ou le mandataire commun en cas de groupement conjoint d'entreprise dans le cas d'une notification par lettre recommandée), l'exécution aux frais et risques de l'attributaire du marché.

Pénalité pour retard dans la remise des documents après exécution (article 40 du CCAG Travaux)

Le défaut de remise dans les délais prévus à l'article 40 du CCAG Travaux donnera lieu une retenue journalière de 100€.

17.3.2 Dans le cadre des prestations de maintenance :

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités de retard relatives à la maintenance sont définies comme suit.

Pénalités	Calcul du montant des pénalités en montant HT	Déclenchement de la pénalité
Interruption de fonctionnement de service, indisponibilité totales ou partielles des installations*	P= 50x H	Au-delà des 2 premières heures
Fréquence de panne	P= 150	3 pannes identiques sur le même équipement sur un délai en mois de 4 semaines
Retard dans l'exécution de la maintenance préventive	P= 50 x J	Accumulation d'un retard représentant plus de 3 semaines par rapport au planning établi et jusqu'au rattrapage du retard
Dépassement des délais d'intervention	P =50 x H	
Dépassement du délai de remise en état*	P= 50 X H d'interruption	Appliquée au-delà de 2 h d'interruption
Non-restitution des installations en bon état en fin de marché	P =1/12 du forfait annuel	Cumulable avec le montant maximum des pénalités
Non-remise des rapports d'intervention et de visite	P= 50 x R	Si le titulaire ne remet pas son rapport à chaque intervention ou visite

17.4 Application des pénalités

Les pénalités indiquées ci-dessus seront imputées sur les factures, sans mise en demeure préalable, sauf si les causes ne permettant pas de respecter le délai contractuel ne sont pas imputables au titulaire. Il en est ainsi notamment si cette cause est le fait de l'ASP ou provient d'un évènement ayant le caractère de force majeure ou de catastrophe naturelle ou en cas de prolongation du délai d'exécution accordée par l'ASP.

Le montant des pénalités sera calculé mensuellement et imputé sur la facture de la période en cause.

Les pénalités sont cumulatives. Leur montant ne pourra toutefois pas excéder 20% du montant global du marché.

17.5 Réfections

Si l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du marché public, peuvent néanmoins être admises en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Le CCAG-Travaux s'applique.

Article 18. Responsabilité et assurances

18.1 Responsabilité

La responsabilité du Titulaire pourra être engagée pour tout manquement à ses obligations contractuelles et préjudice découlant directement de l'inexécution du marché lorsqu'elle sera exclusivement de son fait, et devra réparation du dommage causé à l'ASP.

Le Titulaire sera tenu responsable de tout dommage direct qu'il soit corporel, matériel ou immatériel, causé par lui à l'ASP ou à un tiers du fait de l'exécution du marché.

Sa responsabilité doit résulter d'une faute prouvée et ne peut être invoquée pour les dommages découlant indirectement de son fait.

Le Titulaire ne pourra être tenu pour responsable du non-respect des délais fixés dans la mesure où un événement surviendrait sur lequel il n'aurait pas de contrôle, tels que les cas de force majeure ou de catastrophe naturelle.

Le Titulaire ne pourra en aucun cas être tenu pour responsable en cas de préjudice subi par l'ASP et résultant d'une inexécution par elle de ses obligations.

Dans l'hypothèse où le Titulaire identifie un événement, dans la survenance duquel il n'a aucune responsabilité, notamment un cas de force majeure, et qui est de nature à faire obstacle à l'exécution du marché dans les délais contractuels, il peut demander une prolongation du délai d'exécution dans les conditions de l'article 18 du CCAG-Travaux.

L'admission par l'ASP d'un cas de force majeure ou d'une cause exonératoire exclut, de ce chef seulement, l'engagement de la responsabilité du Titulaire et l'application des pénalités pour le retard consécutif à l'événement invoqué par le Titulaire.

18.2 Assurance

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il dispose :

- d'une police d'assurance de responsabilité civile professionnelle garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- d'une assurance couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 et 1792-4-1 du Code Civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation d'assurance garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile ou professionnelle qu'il peut encourir en cas de dommage occasionné dans l'exécution des présents marchés, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 19. Exécution financière des marchés

19.1 Avance

Il est fait application des articles R2191-3 à R2191-19 du code de la commande publique.

Conformément à l'article 10.1 du CCAG-Travaux, il est fait application de l'option A.

Le versement de l'avance intervient dans le délai autorisé par la réglementation en vigueur, à compter de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution, sous réserve de la production par le titulaire d'une garantie à première demande ou si les deux parties en sont d'accord d'une caution personnelle et solidaire garantissant la moitié du remboursement de cette avance.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations, régie exclue, et des approvisionnements existant, qui figure à un décompte mensuel, atteint ou dépasse soixante-cinq pour cent (65%) du montant initial du marché.

Si le titulaire du marché est un groupement conjoint, les stipulations qui précèdent sont applicables à chaque cotraitant dès lors que sa part du marché est au moins égale au montant déclenchant l'avance. Le régime du remboursement, s'applique au mandataire et à chacun des cotraitants en fonction de l'avancement des prestations de chacun.

19.2 Echancier des paiements/acomptes

19.2.1 Partie travaux :

Les travaux feront l'objet de décomptes mensuels pendant la période d'exécution et d'un décompte final établi, après la réception des travaux et la levée des éventuelles réserves, par le titulaire.

Au cours de l'exécution des travaux, le titulaire adresse ses projets de décomptes mensuels à la maîtrise d'œuvre mentionnée ci-dessus.

L'intervalle entre deux acomptes successifs est mensuel. Le montant de chaque acompte est déterminé par la MOE, en considération de l'avancement des travaux objet du présent marché, et sur la base d'un décompte mensuel détaillé poste par poste conformément à la DPGF, établi et produit par le titulaire.

PROJETS DE DECOMPTES MENSUELS

Les projets de décomptes mensuels sont :

- cumulatifs depuis le début de l'exécution du marché ;
- exprimés en valeur Mo du marché (mois de dépose des offres) (les calculs de variation de prix, provisoire et/ou définitive, étant effectués par le maître d'œuvre)

Ils font ressortir :

- la date d'exécution des prestations ;
- le montant cumulé hors T.V.A. ;
- le taux et le montant de la T.V.A., au(x) taux applicable(s) à la date de réalisation des prestations et le numéro de la TVA intracommunautaire le cas échéant ;
- le montant, T.V.A. incluse, en résultant ;
- tout rabais remise ristourne ou escompte acquis et chiffrable lors de l'opération et directement applicable à cette opération

Règlement des sous-traitants

Pour chaque sous-traitant concerné par le décompte, le titulaire du marché joint au projet de décompte mensuel, une attestation pour paiement direct indiquant la somme devant être réglée à ce sous-traitant par le Maître d'Ouvrage ainsi que la copie de la demande de paiement du sous-traitant acceptée par le titulaire. Le titulaire joint une attestation originale spécifique par sous-traitant.

DECOMPTES FINAL/DECOMPTES GENERAL

A l'issue de la réception des travaux, après levée des éventuelles réserves, le titulaire adresse son projet de décompte final au maître d'ouvrage à l'adresse indiquée ci-dessus ainsi qu'au maître d'œuvre.

Projet de décompte final :

Le projet de décompte final, établi par le titulaire, comprend toutes les pièces listées aux articles 12.3.1, 12.1.7 (et 12.5 dans le cas d'un groupement conjoint d'entreprises) du CCAG travaux.

Dans le projet de décompte final, le titulaire doit récapituler les réserves qu'il a pu émettre sur les ordres de service prescrits pendant l'exécution du marché et qui n'ont pas été levées, sous peine de les voir abandonnées. Plus généralement, le titulaire est réputé avoir définitivement renoncé à percevoir de la part du maître d'ouvrage toute forme de rémunération qui ne figurerait pas dans son projet de décompte final, hormis exclusivement s'il s'agit d'intérêts moratoires.

Décompte général :

Le maître d'œuvre vérifie le projet de décompte final présenté par le titulaire et l'arrête, le transformant ainsi en décompte final du marché et le transmet au maître d'ouvrage.

La notification du décompte général au titulaire se fait :

- soit dans les bureaux du maître d'ouvrage ;

- soit par envoi recommandé avec accusé de réception

Par dérogation à l'article 12.4.2. du CCAG travaux, la notification au titulaire du décompte général par le maître d'ouvrage intervient 90 jours à compter de la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur de la demande de paiement finale transmise par le titulaire.

Les stipulations de l'article 12.4.4. du CCAG Travaux s'appliquent si le maître d'ouvrage ne notifie pas au titulaire le décompte général dans le délai indiqué ci-dessus.

Si les éléments du décompte final remis par le titulaire sont manquants ou diffèrent des pièces attendues, le maître d'ouvrage notifie au titulaire les éléments manquants ou inadaptés.

La notification au titulaire du décompte général se fait alors dans les mêmes délais que ceux précités à partir de la réception par le représentant du pouvoir adjudicateur du projet de décompte final complété des éléments demandés.

Dans le cas d'un groupement conjoint d'entreprises, les règlements se font conformément aux stipulations de l'article 12.5. du CCAG-Travaux.

19.2.2 Partie maintenance :

Chaque prestation forfaitaire de maintenance sera réglée à terme échu après validation du service fait (visite et remise des livrables stipulés au CCTP et ses annexes).

Pour mémoire, les maintenances préventives sont :

- Semestrielles pour le SSI
- Annuelles pour le CA-CI-TT

Les prestations à bons de commande seront payées à terme échu sur attestation du service fait ((visite et remise des livrables stipulés au CCTP et ses annexes) et sur présentation de la facture correspondante.

19.3 Contenu des demandes de paiement

Les factures afférentes au marché seront établies en un original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Les nom et adresse du créancier
- Le numéro de son compte bancaire ou postal
- Le numéro et la date du marché, le numéro du bon de commande
- La dénomination de la prestation
- Le montant hors TVA des prestations exécutées
- Le taux et le montant de la TVA
- Le montant total TTC des prestations exécutées
- La date de facturation
- Le numéro d'identité (SIRET) et l'adresse de l'établissement émetteur des factures.

La TVA est appliquée en sus à chaque facturation, **au taux légal en vigueur au moment du fait générateur.**

19.4 Adresse de facturation

Les factures de travaux (poste 1) seront adressées au siège de l'ASP :

Agence de services et de paiement
DFJL / SLP / SPS
2 Rue du Maupas
87040 LIMOGES cedex 1

Les factures de maintenance (poste 2 et 3) seront adressées au site de l'ASP :

Agence de services et de paiement
7B, Route de Galice
13098 Aix en Provence cedex 2

19.5 Dématérialisation des factures

En application de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 et du décret 2019-7488 du 18 juillet 2019, le titulaire doit dématérialiser ses factures sur Chorus Pro. Elles doivent comporter, en plus des indications ci-dessus, **cumulativement et obligatoirement**, les informations suivantes :

Pour les travaux (poste 1):

- Le **numéro SIRET** unique de l'ASP : **130 006 372 00010**
- Le(s) **code(s) service(s) facturé(s)** : **60130**
- Le **numéro d'engagement (n° d'EJ)**, qui sera(ont) précisé(s) au titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande (encadré en haut à gauche « Informations ASP Chorus »)

Pour les maintenances (poste 2 et 3) :

- Le **numéro SIRET** unique de l'ASP : **130 006 372 00010**
- Le(s) **code(s) service(s) facturé(s)** : **70320**
- Les **numéros d'engagement (n° d'EJ)**, qui seront précisés au titulaire après la notification du marché ou qui figurera(ont) sur les bons de commande (encadré en haut à gauche « Informations ASP Chorus »)

Par ailleurs, il est également demandé de renseigner :

- Le(s) **numéro(s) de marché**, communiqué au titulaire après notification

Ce nouveau processus de facturation impose que des factures séparées soient produites en fonction du type de prestation (forfaitaire, à bons de commande, sans EJ préalable).

19.6 Régime des paiements

19.6.1 Mode et délai de paiement

Le mandatement est effectué au vu des factures émises par le titulaire reprenant les conditions de prix et de paiement des présents marchés.

Les paiements sont effectués par virement. Conformément aux articles R. 2192-10 et R. 2192-12 à R. 2192-15 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la facture et/ ou du service fait, sauf suspension du délai global de paiement (DGP) dans les conditions fixées aux articles R. 2192-27 à R. 2192-29 du code de la commande publique.

Le comptable assignataire des paiements est l'Agent Comptable de l'ASP.

19.6.2 Intérêts moratoires

En application de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, en cas de dépassement du délai de paiement, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur le premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Une indemnité forfaitaire d'un montant fixé à 40 € sera également versée pour frais de recouvrement et, sur justification, des frais de recouvrement supérieurs pourront donner droit à une indemnisation complémentaire.

Article 20. Retenue de garantie

Une retenue de 5 % sera appliquée sur le montant des travaux du marché. La retenue de garantie pourra être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, si les deux parties en sont d'accord, par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur

La libération de la retenue de garantie et, le cas échéant, de la garantie à première demande ou de la caution personnelle et solidaire, interviendra dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Lorsque le contrat prévoit une retenue de garantie, celle-ci est remboursée dans un délai de trente jours à compter de la date d'expiration du délai de garantie.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au créancier pendant le délai de garantie et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, la retenue de garantie est remboursée dans un délai de trente jours après la date de leur levée.

Article 21. Cession ou nantissement de créance

Conformément à l'article 4.2. du CCAG-FCS, si le titulaire souhaite céder ou nantir sa créance, l'acheteur lui remet sur demande un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie (R2191-46, R2191-47 et R2191-51 du code de la commande publique). Le bénéficiaire de la créance doit notifier ce certificat de cessibilité au comptable public assignataire avant toute demande de paiement.

Article 22. Protection des données à caractère personnel

Conformément à l'article 5 du CCAG de référence, dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel.

Article 23. Sous-traitance

Il est fait application des articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique

Il est précisé que le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données.

Article 24. Résiliation du marché

Dans le cadre de la réalisation des travaux

- Pour motif d'intérêt général

Lors de la réalisation des travaux, l'ASP peut à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant leur achèvement par une décision de résiliation formalisée par l'envoi au titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception et précisant la date effective de résiliation.

Aucune indemnité n'est due au titulaire du marché par dérogation à 50 du CCAG Travaux. En cas d'arrêt en cours d'exécution, les sommes dues au titulaire du marché seront versées au vu des prestations effectuées.

- Pour tous les autres cas

Il est fait application des articles 50.1 à 50.4. du CCAG Travaux.

Dans tous les cas de résiliation pour faute du titulaire, **il ne sera dû aucune indemnité de résiliation.**

Dans le cadre des prestations de maintenance

- Pour motif d'intérêt général

L'ASP peut à tout moment mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du présent marché avant leur achèvement par une décision de résiliation formalisée par l'envoi au titulaire d'une lettre recommandée avec accusé de réception et précisant la date effective de résiliation.

Aucune indemnité n'est due au titulaire du marché par l'ASP. En cas d'arrêt en cours d'exécution, les sommes dues au titulaire du marché seront versées au vu des prestations effectuées.

Dans tous les cas de résiliation pour faute du titulaire, il **ne sera dû aucune indemnité de résiliation**.

Article 25. Règlement des différends et litiges

L'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objets du marché.

Il est fait application des articles 55 du CCAG Travaux.

Les parties peuvent également se prévaloir de l'article R2197-16 et l'article R2197-24 du code de la commande publique et soumettre le différend qui les oppose au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges compétents.

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé par le médiateur ou les comités susvisés, le tribunal administratif compétent est celui du ressort du lieu du siège de l'ASP.

Article 26. Prestations similaires pour les travaux ou les services

L'ASP se réserve le droit d'appliquer les dispositions de l'article R2122-7 du code de la commande publique.

Article 27. Modifications de marché

27.1 Clause de réexamen

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier le marché en application des articles R2194-1 à 10 du code de la commande publique, et ce afin de faire réaliser, si besoin, des prestations supplémentaires que le présent marché n'aurait pas permis de réaliser.

En cours d'exécution du marché, des modifications et/ou ajout de prestations peuvent intervenir soit à l'initiative de l'ASP, soit à celle du Titulaire, car rendus nécessaires soit par le biais d'une évolution réglementaire et/ou normative, soit par l'introduction d'innovation dans le secteur considéré ou toute autre circonstance imprévue et raisonnablement imprévisible.

Ces modifications et/ou ajouts ne remettent pas en cause la nature globale du marché.

Si une modification des prestations du marché s'avérait nécessaire, et si la DPGF ne permettait pas sa mise en œuvre unilatérale, les parties conviendraient de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions selon lesquelles ces modifications pourraient être prises en compte.

Les installations sont réalisées conformément aux réglementations et normes en vigueur dans leurs éditions les plus récentes, à tous les D.T.U. (cahier des charges et règles de calculs), aux avis techniques sur les matériaux et les matériels.

Ne sont donc pas considérés comme travaux supplémentaires, les modifications imposées par les Organismes de Contrôles et COSSI, et notamment en cas d'application des règlements de sécurité, des normes, des textes de loi et des règles de l'art en vigueur un mois avant la remise de l'offre par l'Entreprise.

D'une manière générale, les indications données dans le C.C.T.P. du présent marché ne portent que sur les points non précisés par les règlements, sur les bases à admettre pour les calculs et en aucun cas sur les règlements que l'Entrepreneur déclare, par le fait même qu'il soumissionne, parfaitement connaître.

Les projets remis sont étudiés en toute connaissance de cause et en particulier sont conformes aux textes réglementaires référencés dans le CCTP.

Si une modification à une norme ou à un règlement intervient après la date d'établissement de l'Offre, il appartient à l'Adjudicataire, sous sa seule responsabilité, d'en informer le Maître d'Œuvre, par écrit, éventuellement avec accusé de réception (ou sur le compte rendu de chantier) en indiquant également les conséquences techniques et financières résultant de cette modification. Le Maître d'Œuvre soumet la proposition, avec éventuellement l'avis motivé du Bureau de Contrôles, au Maître d'Ouvrage qui prend la décision nécessaire. Si cette décision est négative, l'installateur doit en demander notification par écrit.

Conformément à l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, dans le cas d'un besoin nouveau en cours d'année résultant :

Pour des raisons de service ou parce que les travaux rendraient inaccessibles une trop grande partie des bureaux, les travaux pourront ponctuellement être à réaliser le weekend entre 8h et 17h.

Ces interventions hors maintenance donneront lieu à émission de devis validés par la MOE et la MOA et ne sont pas compris dans les prix de DPGF du présent marché.

L'acheteur peut intégrer des prix nouveaux dans les conditions et limites cumulatives suivantes :

- prix en lien direct avec l'objet du marché ;
- prix intégrés à l'intérieur d'une famille de la DPGF ;
- le recours aux mécanismes des prix nouveaux ne modifie pas les conditions initiales de la mise en concurrence du marché.

L'ensemble des modifications précitées se réalise par la notification par l'ASP d'un Ordre de Service au titulaire.

De même la date de démarrage du contrat de maintenance sera notifiée par l'ASP par un Ordre de Service au titulaire.

27.2 Prestations supplémentaires de marché

L'ASP se réserve également la possibilité de modifier le marché en application des articles R2194-2, R2194-3, R2194-4 du code de la commande publique dans la limite de 50% du montant initial du marché, et ce afin de faire réaliser, si besoin, des prestations supplémentaires que le présent marché n'aurait pas permis de réaliser.

Ces modifications feront alors l'objet d'un avenant.

27.3 Autres modifications (non substantielles) de marché

L'ASP se réserve, conformément aux articles R2194-7 et R2194-8 la possibilité de modifier le présent marché.

Ces modifications feront alors l'objet d'un avenant.

27.4 Autres modifications de marché : Circonstances imprévues

L'ASP se réserve aussi le droit de modifier le marché lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances imprévues en application des dispositions de l'article R2194-5 dans la limite de 50% du montant initial du marché.

Cette modification fera alors l'objet d'un avenant.

Article 28. Clauses de sécurité

28.1 Clause de confidentialité

En plus des dispositions de l'article 5.1 du CCAG-FCS, chacune des parties s'interdit, pendant la durée du marché et une période de cinq (5) ans suivant le terme ou la résiliation de celui-ci, de divulguer à des tiers, directement ou indirectement, les informations de nature « confidentielle », ce terme recouvrant toutes informations ou données qu'elle aura reçues de l'autre partie, ou qu'elle aura reçues pour le compte de l'autre partie, ou dont elle aurait pris connaissance dans le cadre du marché.

Sont considérées comme **confidentielles**, les informations classifiées C2 à C4 ou dont le propriétaire a spécifié son caractère « confidentiel ».

Elle s'interdit également, pendant cette même période, d'utiliser lesdites informations à d'autres fins que l'exécution du marché, ainsi que de les communiquer à des membres de son personnel n'ayant pas le besoin d'en connaître.

Le titulaire certifie que les informations en sa possession concernant les travaux effectués dans le cadre du présent marché, que les données financières ainsi que les données à caractère personnel manipulées pour produire les différents documents objets du marché seront supprimées de tout support informatique et qu'aucune édition ou copie ne sera conservée par le titulaire à l'issue du marché.

Au terme du marché, le titulaire s'engage à détruire les documents en sa possession et à formaliser cette destruction au travers du procès-verbal de destruction de la documentation qui lui sera fourni par le service acheteur de l'ASP en cours d'exécution du marché. Il remettra ensuite ce PV complété à l'ASP dans un délai de un mois à compter de la complète réalisation des prestations.

Le titulaire renonce à publier, reproduire, traduire ou mettre sur le marché des éléments dont il aura cédé les droits, il est seulement autorisé à faire état dans ses références professionnelles de l'existence et du contenu succinct de la prestation réalisée.

L'ASP se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées, par le titulaire.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions légales en vigueur.

L'ASP pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de non-respect des dispositions précitées.

Les informations divulguées par les candidats garderont un caractère confidentiel ; ils ne peuvent disposer d'informations sur les offres de leurs concurrents.

28.2 Engagement de confidentialité

Chacun des intervenants pour le compte du titulaire, signera avant le démarrage de la prestation un engagement de confidentialité ou la charte fournie par l'ASP ; le titulaire s'assurera que tout son personnel directement impliqué dans l'exécution des prestations, et celui de ses sous-traitants éventuels, signe cet engagement.

28.3 Sécurité physique

La prestation objet du marché n'ayant pas d'adhésion avec le SI de l'ASP, le titulaire devra respecter les règles de sécurité spécifiques à l'accès aux locaux définis par l'ASP, notamment, l'accès limité aux zones d'intervention définies par le marché, le port apparent du badge, pendant toute la prestation.

Chaque prestataire devant intervenir en zone informatique devra, avant d'avoir accès à cette zone, se faire enregistrer auprès des agents de l'accueil de l'ASP en fournissant une pièce d'identité et le nom de la société pour laquelle il intervient.

Celle-ci devra avoir fourni en amont de l'intervention la liste nominative de ses agents devant intervenir sur site.

Article 29. Dérogations au CCAG

Les dérogations au CCAG-Travaux sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG auquel il est fait dérogation
9.1	28.1
9.4	3.7.2
10	28.1
14.2	41.1.2 et 41.1.3
14.2.1	42.2
17	19
19.2.1	12.4.2
24	50

Les dérogations au CCAG-FCS sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Articles du présent CCAP	Articles du CCAG auquel il est fait dérogation
17.3.2	14
21	4.2